La Révolte

n°116

« Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté, est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte. » **Albert Camus**

Novembre 2025

Edito

Le deux octobre, l'intersyndicale nous convoque à une journée de mobilisation qui semble bien paradoxale. Trop éloignée du 18 septembre pour permettre de laisser croire à une véritable volonté d'enclencher un mouvement social mais avant la formation du gouvernement, ce qui n'a pas de sens dans la logique opposée qui est « d'entamer un dialogue ». Non, vraiment rien de logique dans tout cela, alors, même si un édito est censé commenter l'actualité, nous nous permettrons cette fois de faire un pas de côté pour parler de ce mois de septembre qui seul donne un sens à cette absurdité.

La journée du 10 septembre est un moment significatif à plus d'un titre. Une part importante de la population a marqué là son attachement à la question sociale. Ce mouvement est également une tentative pour trouver une autre forme de mobilisation que les journées d'action proposées par l'intersyndicale et qui nous mènent à l'échec depuis plus de trente ans. Instinctivement, une part importante de la population a compris que pour se faire entendre, il faut bloquer l'économie du pays. Mais il nous montre aussi la réalité de la violence d'État. Et il serait naïf de croire que la brutalité de la répression est seulement liée à la personnalité du ministre démissionnaire de l'intérieur qui ressemble beaucoup à un Charles Pasqua sans la gouaille et le passé de résistant, et une tronche de cul bénit en plus. La répression et les atteintes aux libertés sont en constante progression depuis vingt ans et pour 2024 encore, Amnesty international fait ce constat sinistre : « En matière de maintien de l'ordre, la doctrine de la France est restée inchangée : un recours disproportionné aux armes à létalité réduite. Le gouvernement a même lancé un appel d'offre d'un montant de 27 millions d'euros pour la fourniture de grenades de désencerclement, un matériel de guerre dangereux qui a déjà provoqué des blessures graves lors de manifestations. Pourtant, à plusieurs reprises, des experts des Nations unies ont exprimé leurs préoccupations quant aux techniques de maintien de l'ordre jugées excessives et au caractère disproportionné de la répression à l'égard de certains groupes. »1 Le mouvement du 10 septembre en a fait les frais : sans un très fort rapport de force, bloquer le pays à travers des actions de rues est très difficile et dangereux.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée la journée du 18 octobre. Si certains syndicats avaient participé au 10 septembre, l'intersyndicale avait opté pour dissocier sa journée d'action de celle du mouvement social qui se profilait parce qu'elle ne voulait pas perdre le contrôle. En clair, une partie du mouvement syndical a laissé les plus motivés se faire casser la gueule pour reprendre la main. Et force est de constater que la journée du 18 a servi d'exutoire à la rage impuissante des participants du 10, tout en rassemblant un grand nombre de salariés qui se sentaient capables de faire grève mais pas d'aller à l'affrontement. Mais le succès du 18 n'a de sens pour l'intersyndicale que si elle reprend

DE PROFONDS DÉSACCORDS...



définitivement la main sur le mouvement social en reprenant l'initiative de l'annonce des journées d'action. A reconduire la grève dès le 19, l'intersyndicale aurait perdu la main au profit d'un mouvement à la base qui risquait de la déborder. Ce rendez-vous du 2, est la façon de marquer son territoire sans remettre en question son mode opératoire. Elle marque la volonté de l'intersyndicale d'affirmer son autorité pour conserver son rôle d'interlocuteur privilégié, pas une stratégie pour construire un rapport de force qui mène à la grève générale. Dans le mouvement social français, cet épisode de septembre marque une piètre victoire momentanée de ceux qui veulent inscrire le syndicalisme dans une logique de partenaire social, au détriment de ceux qui le voient comme une association de travailleurs pour la défense de leurs intérêts.

Alors que faire ? Même les insurrections armées qui ont fait vaciller des pouvoirs et qui ont abouties à des révolutions n'ont jamais pu faire l'économie d'une grève générale pour faire plier un Etat. La voie reste donc le syndicalisme. Encore faut-il se mettre d'accord sur ce que l'on entend par là. S'il s'agit d'entrer dans une institution qui dépend des subventions, ne vit que par ses permanents, n'obéit pas à la base et se voit comme un partenaire social, cela ne sert à rien. Comment une confédération peut accepter, par exemple, des syndicats de policiers, quand on voit à quels ordres les policiers ont obéit ce 10 septembre ? Pour le syndicalisme, oui, mais révolutionnaire.

1 Rapport annuel, « Situation des droits humains en France : 2025, menaces sur l'État de droit », Amnesty International, 29.04.2025.

Lettre ouverte aux militants de gauche et écologistes que les partisans de la réouverture du Pau Canfranc cherchent à berner

Autour de monsieur Rousset, une partie de la gauche semble s'unir pour défendre le projet d'autoroute ferroviaire passant par la vallée d'Aspe que la région Nouvelle Aquitaine et le gouvernement d'Aragon veulent imposer.

Je suis conscient que les élus des partis politiques qui sont concernés : le PC, le PS, Ecologie les Verts et la LFI optent pour des positionnements qui relèvent du calcul politique, de jeux d'alliances dans l'objectif de prendre ou de conserver le pouvoir. Mais j'ai l'espoir que les sympathisants et les militants de base se soucient encore du bien commun et des conséquences pour les populations des choix qui sont faits par leurs candidats. Et je constate que beaucoup de celles et ceux que je côtoie ne sont pas choqués par le soutien que ces partis apportent au projet parce qu'ils n'ont pas les informations contradictoires qui permettent une véritable réflexion.

L'argumentaire des partisans du projet – lorsque l'on écarte le dénigrement qui cherche à faire passer les opposants pour des « pro » camions et des anti « trains », nous ne sommes ni l'un ni l'autre – est assez simple pour ne pas dire simpliste : le train, c'est l'alternative aux camions. Avec ce projet, la vallée d'Aspe sera soulagée du trafic poids lourds et nous

aurons fait un pas en avant dans la protection de la planète. L'argument est séduisant mais relève de la pensée magique. Il suffit de creuser un peu pour comprendre qu'il ne tient pas.

En théorie, on peut croire militer pour l'environnement en défendant le ferroutage mais pas dans les faits. Pour que le ferroutage soit une solution, il faudrait que tout le trafic de marchandises qui passe soit reporté sur des trains. Ce n'est pas le cas, au mieux ce serait 15 % du trafic actuel alors que l'on prévoit une augmentation de ce trafic de... 15% d'ici 2030. Cela veut dire, qu'au mieux, il passerait toujours autant de camions dans la vallée et que tous les riverains de Puyoo jusqu'au Somport subiraient les nuisances d'un trafic de 50 passages de trains par jour (dont 14 la nuit !). Mais tout fait penser que cette hypothèse haute ne tient pas la route. Le ferroutage n'est pas rentable pour des trajets de moins de 400 kilomètres, or la majorité des camions passant par la vallée d'Aspe sont dans ce cas. Par ailleurs, bon nombre d'experts doute que l'on puisse mettre la ligne aux normes pour du ferroutage (des camions sur des trains et non du fret, c'est à dire des trains de marchandises). La région le sait puisqu'une étude réalisée en 2010 par le Conseil économique et Social régional (CESR) concluait :

« La remise en exploitation de la voie ferrée a été en effet présentée comme une alternative au

passage des camions, même si, du seul point de vue logistique, les frets ferroviaire et routier ne sont pas de la même nature (par le volume des charges et les distances d'acheminement) entre transport combiné par train sur longs parcours d'un côté, et transport de proximité par camions de l'autre. Ces types de trafics auraient donc tendance à s'additionner plutôt qu'à se substituer les uns aux autres car la solution du ferroutage (chargement des camions sur les trains) apparaît ici inadaptée, compte tenu des caractéristiques de courbure, des rampes et des pentes de la ligne, et aux conditions techniques disponibles à l'époque »

En réalité, il semble bien que ce que l'on cherche à cacher, derrière le ferroutage, c'est un transport de fret longue distance qui existe déjà et qui serait réorienté vers la vallée d'Aspe parce que la nouvelle voie serait de bout en bout à écartement de rail européen (UIC); ce qui éviterait les manipulations nécessaires sur les trains qui passent aujourd'hui par Hendaye et le Boulou puisque l'écartement de rail en Espagne n'est pas le même que dans le reste de l'Europe. C'est pour cela que lors de la concertation préalable, les porteurs de projet nous ont annoncé que des wagons de voitures neuves passeraient sur ces trains. Il s'agit de celles qui proviennent de l'usine Stellantis de Saragosse et qui sont déjà acheminées par train, mais pas par le Somport.

Mais il faut également discuter du fond : est-ce que ce projet va permettre de lutter contre la mondialisation et ses effets sociaux et environnementaux désastreux ? Et dans ce cas, il faut tenir compte des travaux de Braess et de Zahavi: l'aménagement des voies rapides facilitent la mondialisation et la dynamise ce qui veut dire que les aménagements internationaux ne désengorgent pas le trafic mais participent à son augmentation. Plus on crée d'autoroutes ferroviaires et routières, plus on facilite la mondialisation des échanges et le trafic augmente d'autant. Ainsi, au sujet de la ligne Pau-Canfranc, José Luis Soro, conseiller chargé du territoire au gouvernement aragonais, affirmait : « Je le dis et redit, le Canfranc commence dans le port de Sagunto. C'est une branche de plus d'une connexion qui relie les ports de la Cantabrie et de la Méditerranée. » Les enjeux du ferroutage sont liés aux grandes métropoles et aux firmes transnationales. Sur ces trains passeront des céréales françaises qui seront transformées en farine par Harineras Villamayor S.A., à Huesca, pour être envoyées dans toute l'Espagne et au Portugal. Des voitures traverseront l'Europe après avoir été assemblées à Saragosse par Général Motors-Stellantis avec des pièces arrivées par conteneurs venus d'Asie via

le canal de Suez et le port à conteneurs de Sagunto. Dans l'autre sens, le papier de l'entreprise SAICA de Zaragoza arrivera en France. Qui sait, peut-être jusqu'à Orthez où ça fait bien longtemps que la dite entreprise aragonaise a fermé la papeterie SAPSO, après l'avoir rachetée, pour éliminer un concurrent.

Les voies rapides, routières comme ferroviaires, participent à la croissance des mégapoles au détriment du reste du territoire que celles-ci colonisent. Ces mégapoles énergivores, polluantes et polluées. Est-ce une tendance qu'il faut encourager ? Les trains de fret, comme les camions transportent les marchandises qui viennent ou qui vont dans des ports (plus de la moitié du commerce mondial passe par la mer) pour être embarquées sur un des 50 000 porte-conteneurs qui naviguent en permanence autour de la terre et consomment bien plus d'énergies fossiles que tous les autres moyens de transports.

Etre contre le ferroutage ce n'est pas être contre le train mais demander quels travaux et pour quoi faire, en mesurant les conséquences pour les populations et la planète. C'est demander : pourquoi ?

Pour la mondialisation des échanges ? Les délocalisations ? La propagation des virus tout en contribuant au réchauffement climatique, aux pillages des ressources et à la misère des populations ? C'est pour cela qu'il faut sacrifier la vallée et ceux qui y vivent ? Mettre en danger les populations par des passages de trains qui transportent des matières dangereuses en plein coeur d'Orthez, Pau, Gelos, Jurançon, Gan, Ogeu et Oloron ? Est-ce que tout cela est compatible avec les valeurs de gauche et les valeurs écologistes ? Ce projet s'inscrit dans la continuité des politiques d'aménagement faites pour faciliter la mondialisation des échanges dans les années 80 et 90 et dont nous subissons les conséquences aujourd'hui. Est-ce cela « le monde de demain » que nous appelons de nos vœux ?

Jipé

Communiqué du Comité Local de la CNT-AIT PAU

Face au génocide du peuple palestinien : appel à une grève générale Depuis le Comité Local de la CNT-AIT Béarn nous nous adressons publiquement aux camarades des directions et des bases des syndicats majoritaires en France — CGT, CFDT, FO, Solidaires, FSU et autres — pour exprimer une inquiétude et une exigence qui ne peuvent plus attendre : la classe travailleuse doit se lever dès maintenant contre l'occupation et le génocide que l'État d'Israël perpétue contre le peuple palestinien.

Depuis des années, nous sommes témoins d'un occupation du territoire et d'un massacre systématique contre la population civile à Gaza et en Cisjordanie. Les chiffres parlent d'euxmêmes, mais l'ampleur de l'horreur dépasse toute statistique : hôpitaux bombardés, enfants assassinées, communautés anéanties, la faim utilisée comme arme de guerre. Pendant ce temps, le gouvernement français continue de collaborer politiquement, économiquement et militairement avec l'État d'Israël.

Ces derniers jours, le détournement par l'armée israélienne de la Flottille de la Liberté — composée de personnes solidaires qui tentaient de briser le blocus et d'acheminer une aide humanitaire vers Gaza — a de nouveau mis en évidence l'impunité totale dont bénéficie Israël.

Nous ne pouvons pas rester silencieux, ni limiter notre réponse à des déclarations symboliques, à des minutes de silence ou à des promenades dans la ville en criant des slogans. Nous savons que, depuis notre syndicat, avec la faible représentation que nous avons actuellement dans le paysage syndical, nous n'avons pas la force suffisante pour appeler seuls à une grève générale. Nous reconnaissons aussi, avec autocritique, que nous n'avons pas fait assez jusqu'à présent pour soutenir une action continue en solidarité avec la Palestine ni n'avons la force de faire quoi que ce soit à la hauteur de ce que ce massacre représente pour le peuplepalestinien. Mais c'est précisément pour cela que nous appelons d'urgence celleux qui ont la capacité de paralyser ce pays.

Nous appelons les syndicats majoritaires à convoquer et organiser une grève générale, en coordination avec toutes les forces sociales prêtes à rompre avec la passivité. Une grève générale pour la Palestine, contre la guerre et contre la complicité de nos propres gouvernements. Une grève qui serve à exiger :

- La libération immédiate de la Flottille de la Liberté et de toutes les personnes enlevées par l'armée israélienne.
- La fin du commerce d'armes et la rupture des relations militaires avec Israël.
- Le blocage économique et diplomatique d'Israël jusqu'à la fin du génocide et la reconnaissance des droits du peuple palestinien. L'ouverture immédiate d'un corridor humanitaire sûr vers Gaza.

La grève générale n'est pas un slogan vide ni un outil du passé : c'est l'arme la plus puissante dont dispose la classe travailleuse. Si le capital soutient et finance les guerres, alors seules la paralysie de la production, du transport, des services et de la consommation peuvent faire sentir la force de celleux qui font tourner le monde.

Il ne s'agit pas de gestes, mais de responsabilités. Se taire, c'est consentir. Ne pas agir, c'est être complice.

L'histoire nous jugera sur ce que nous aurons fait — ou pas fait — quand un peuple entier criait à l'aide.

Depuis notre place modeste, nous mettons nos forces, nos locaux et nos moyens limités au service de toute initiative unitaire allant vers une grève générale pour la Palestine. Et nous continuerons à dénoncer, à nous organiser et à lutter jusqu'à ce que la justice et la solidarité internationaliste deviennent réalité.

Pour la vie du peuple palestinien! Pour la fin du génocide! Pour la grève générale, maintenant!

Comité Local de la CNT-AIT Béarn 19/10/2025

Le vieux baroudeur

Noir C Noir

Le vieil homme s'était levé de bonne heure afin de pouvoir participer à la manifestation. Vêtu de son éternel manteau rapé, s'appuyant sur sa canne, il avait arpenté les rues de la ville, faisant siens les slogants antigouvernementaux scandés par des milliers de voix. S'il se réjouissait de cette importante mobilisation, il savait que ne reculerait pas d'un pouce un gouvernement restant sourd aux aspirations du peuple. Aussi, lorsqu'il fut invité par un journaliste de la télévision à venir exposer ses conditions de vie et à débattre de sa conception de la société, il accepta volontiers.

Lors de l'émission, quand le journaliste lui demanda de s'exprimer, il le fit en ces termes "Nous ne pouvons que constater que notre gouvernement, aux ordres du Medef et de la finance, s'emploie à détruire tout ce que nos prédécesseurs avaient réussi

à bâtir au pris d'âpres luttes. Aujourd'hui, la démocratie bafouée et notre République mise à mal se trouvent à la merci des forces les plus réactionnaires. Notre pouvoir doit s'exercer dans la rue, mais c'est par une grève générale que le peuple pourra lutter avec une chance de succès."

Ce soir-là le vieil homme repensa à ce que disait Jules Vallès " Le capital mourrait si, tous les matins, on ne graissait les rouages des machines avec de l'huile d'homme ".

VIVE LA SOCIALE! VIVE LA COMMUNE!

En ces moments angoissants que nous vivons, les utopistes pensent à la Commune et bien-sûr à ces hommes et ces femmes qui, en seulement 72 jours, bâtirent une société sociale, démocratique, républicaine et populaire.

La Commune voulut être un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Elle instaura le principe de la gratuité de l'école, de l'égalité des femmes et des hommes, de l'indispensable laïcité, de la révocabilité des élus...

Elle imagina aussi les prémices de la mise en place de bureaux d'assistance aux personnes sans ressources et de l'autogestion.

Certains esprits étroits pensent qu'il est inutile de remuer de bien vieilles cendres. D'autres, comme moi, rêvent d'une flamme qui jaillirait à nouveau afin que Vive la Sociale! Et que Vive la Commune!

R.M

ECRIVEZ DES LETTRES AUX PRISONNIERS
ANTI-GUERRE EN RUSSIE ET EN UKRAINE
Si vous souhaitez recevoir des modèles de lettre, des
listes de prisonniers, contactez-nous!
Nous traduirons en russe ou en ukrainiens vos
courriers pour qu'ils puissent être envoyés et remis
aux prisonniers.
Initiative de solidarité avec les réfugiés et les déserteurs
russes et Ukrainiens « Olga Taratuta »
(contact@solidarite.online http://nowar.solidarite.online/blog